

# LE DEVOIR

Libre de penser

## Les écologistes craignent d'être exclus des évaluations environnementales

*Ottawa pourrait couper les vivres aux opposants des grands projets*

9 juin 2012 | Hélène Buzzetti | Canada



Photo : La Presse canadienne (photo) Darryl Dyck

Le projet d'Enbridge, Northern Gateway, prévoit l'arrivée de l'oléoduc à Kitimat, en Colombie-Britannique. Lors des audiences publiques en janvier dernier, des groupes environnementaux ont affirmé craindre l'impact sur la faune et la flore de l'augmentation du trafic de pétroliers sur la côte ouest.

La sortie du premier ministre Stephen Harper contre les groupes environnementaux qui s'opposent aux politiques gouvernementales fait craindre le pire au mouvement écologiste. Les groupes pensent qu'Ottawa pourrait mettre fin au financement versé depuis des décennies leur permettant de participer aux audiences publiques sur les évaluations environnementales de grands projets.

Jeudi, de passage à Paris, M. Harper s'est fait interroger à propos d'un article publié par la chaîne Sun. On y apprenait que neuf groupes environnementaux qui critiquent le projet d'oléoduc Northern Gateway, dans l'ouest du pays, ont touché 435 780 \$ d'Ottawa pour exprimer leur opposition. Bon usage des fonds publics, s'est-il fait demander ?

« Il y a de toute évidence certaines organisations qui s'opposent au développement par principe et je crois que c'est complètement en dehors des courants de pensée dominants au Canada, a répondu M. Harper. [...] Nous passons au peigne fin nos dépenses pour nous assurer qu'elles sont toutes appropriées et si c'est le cas, que nous versons de l'argent à des organisations qui font des choses contraires aux politiques du gouvernement, je crois que c'est une utilisation inappropriée de l'argent des contribuables et nous chercherons à l'éliminer. »

## **Groupes d'intérêts**

Les fonds en question ici proviennent du Programme d'aide financière aux participants de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE). Ce programme accorde des sommes aux particuliers et aux groupes d'intérêts désireux de prendre part aux consultations lorsqu'un grand projet (la mine de diamants Renard au Québec ou l'oléoduc Northern Gateway) fait l'objet d'une évaluation environnementale. L'ampleur des enveloppes débloquées varie d'un projet à l'autre. Pour Northern Gateway, ForestEthics Canada Project, la Living Oceans Society, la Raincoast Conservation Foundation ou encore la B.C. Wildlife Federation ont touché une part des 435 780 \$.

« Nous avons une longue histoire au Canada de financement public de la participation aux audiences publiques », lance Karen Wristen, la directrice générale de Living Oceans Society. « Cela permet aux groupes de participer d'une manière constructive. » Elle cite par exemple les participations aux commissions d'enquête financées par le gouvernement.

Son groupe, spécialisé dans la santé des océans et les déversements en mer, documente l'impact de l'augmentation du trafic de pétroliers sur la côte ouest qu'engendrera l'arrivée du pétrole par l'oléoduc Northern Gateway. Il a obtenu 91 000 \$ de l'ACEE, surtout pour rémunérer des experts et payer leur déplacement à l'audience. Mme Wristen rappelle que les groupes récipiendaires doivent indiquer clairement à quoi l'argent est utilisé. Les fonds ne peuvent donc pas servir à financer les activités régulières du groupe récipiendaire.

Couper ce programme, dit-elle, ne serait logique que « si on accepte qu'une fois que nous élisons un gouvernement, il puisse être totalitaire et faire ce qu'il veut et qu'il fasse toujours la bonne chose. Mais non ! Toute démocratie en santé s'assure que tous les points de vue sont pris en considération. »

John Bennett, le directeur général du Sierra Club, est catastrophé à l'idée que ce programme puisse cesser d'exister. « C'est un principe important, sinon le processus n'est pas juste », dit-il. Il se rappelle que sa première demande d'aide de financement à l'ACEE remonte aux années 1970, quand un projet de dépôt nucléaire dans une petite communauté était étudié. « Le groupe de citoyens n'avait pas d'argent et il devait faire face à un avocat de Bay Street. » Le Sierra Club a, encore récemment, demandé 20 000 \$ pour participer à l'étude d'un projet d'enfouissement de déchets nucléaires. « On a demandé à un spécialiste et il a dit qu'il pouvait nous faire une étude et venir témoigner pour 20 000 \$. L'Agence nous a accordé 10 000 \$. J'imagine que nous soumettrons la moitié d'un rapport... »

Steven Guilbault, d'Équiterre, rappelle que les sommes versées par Ottawa sont jusqu'à 10 fois moindres que celles versées par Québec lors d'audiences devant la Régie de l'énergie. Il soutient que loin de bloquer les projets, les présentations des groupes environnementaux permettent souvent de les améliorer. « Cela s'inscrit dans la philosophie du gouvernement Harper, croit-il à propos des coupes envisagées. On ne tolère pas la dissidence, on ne tolère pas les gens qui ne pensent pas comme nous. C'est cette bonne vieille mentalité georgebushienne de " Vous êtes avec moi ou contre moi, et si vous êtes contre moi ", par un réflexe antidémocratique et très dictatorial, " je vais faire tout ce que je peux pour vous étouffer et vous empêcher d'exister ". »

## **Des précédents**

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement conservateur s'attaque à ses critiques. En 2006, il avait mis la hache dans le Programme de contestation judiciaire, un fonds qui finançait des actions en justice de citoyens se disant lésés dans leurs droits à l'égalité ou leurs droits linguistiques par une décision gouvernementale. Le chef de cabinet de M. Harper de l'époque, Ian Brodie, avait rédigé un livre s'attaquant à ce programme au motif que le gouvernement n'avait pas à financer ses critiques.

En 2008, le gouvernement avait décidé que la défense des droits n'était plus une activité légitime des groupes de femmes méritant d'être financée. En 2010, 12 groupes de femmes avaient soudainement perdu leur financement fédéral après avoir critiqué la décision de Stephen Harper de ne plus financer l'avortement à l'étranger.

Dans la même veine, à l'été 2008, Ottawa avait mis la hache dans le programme Promotion des arts, qui finançait la tournée d'artistes à l'étranger. Sans vouloir être nommés, les conservateurs disaient ne plus vouloir financer les « marginaux » et les « radicaux ».

Le groupe d'aide internationale Kairos a perdu son financement parce que, avait expliqué le ministre Jason Kenney lors d'un voyage au Moyen-Orient, ses politiques étaient à son avis réfractaires à Israël. L'organisme Droits et Démocratie, depuis démantelé, avait traversé une tempête pour avoir versé trois petites subventions à des groupes palestiniens et israéliens favorables à la cause palestinienne. Le nouveau président nommé par le gouvernement pendant la tourmente, Gérard Latulippe, avait indiqué que les activités du centre « ne doivent pas venir contredire la politique étrangère du Canada ».